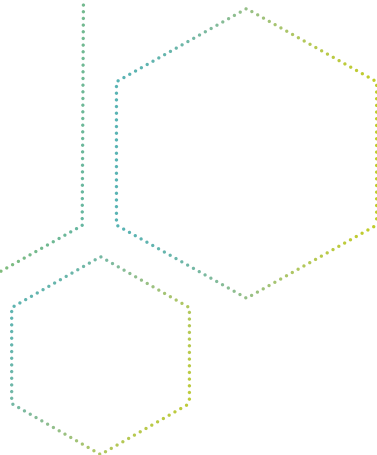




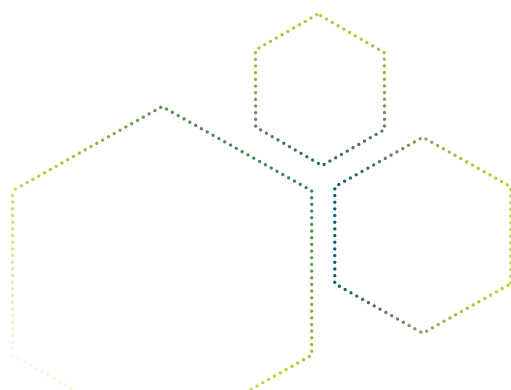
RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Outil de veille médias français Lot n°2 : Veille audiovisuelle (TV et radio)

Cahier des clauses techniques particulières (CCTP)



SOMMAIRE

1. PRESENTATION GENERALE
2. OBJET DU MARCHE
3. DESCRIPTION DES PRESTATIONS
4. GESTION DES DROITS D'AUTEUR
5. LA FACTURATION
6. LE PLANNING

1. PRESENTATION GENERALE

1.1 Missions de l'INPI

L'INPI, Institut National de la Propriété Industrielle, est un établissement public autonome créé par la loi n° 51-444 du 19 avril 1951 et sous la tutelle du ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle, énergétique et numérique.

L'institut a pour mission de développer et d'organiser la propriété industrielle afin de protéger l'innovation et de procéder à l'enregistrement des entreprises :

- il participe à l'élaboration du droit de la propriété industrielle,
- il reçoit, examine et délivre les titres de propriété industrielle (brevets, marques et dessins et modèles),
- il diffuse les informations sur les titres de propriété industrielle et les entreprises,
- il gère le guichet unique des formalités d'entreprises et le registre national des entreprises.

L'INPI adapte en permanence ses outils de gestion et ses procédures, afin de fournir le meilleur service aux utilisateurs.

1.2 L'organisation

Quatre directions concourent à l'accomplissement des missions de l'INPI :

- Direction de la Propriété Industrielle et de l'international
- Direction des entreprises
- Direction des Opérations, désignée DO
- Direction des Ressources Humaines et des moyens

L'INPI compte environ 800 collaborateurs qui se répartissent entre le siège à Courbevoie, les principaux établissements de Compiègne et Lille, et une vingtaine d'implantations régionales.

2. OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet de permettre une surveillance quotidienne et exhaustive de l'actualité « propriété intellectuelle » et « innovation » dans les médias français pour en informer l'INPI, sa direction et ses agents. Ce projet consiste à disposer d'outils de veille performants pour permettre l'automatisation des tâches de veille comme la surveillance des sources, la collecte d'informations, le traitement de l'information ou l'aide à la diffusion.

Deux fonctionnalités principales sont attendues :

- L'envoi d'alertes, paramétrées selon des mots clés, modifiables facilement ;
- La recherche de retombées audiovisuelles, selon des mots clés.

Les services de l'INPI concernés par la réalisation de ce projet et l'utilisation de ces outils sont :

- La communication institutionnelle, rattachée à la Direction générale, qui, dans le cadre de ses missions, gère les relations avec la presse, et doit par conséquent pouvoir connaître la visibilité de l'INPI dans les médias, mesurer l'impact de ses actions de communication vers les médias et détecter d'éventuels risques de crise médiatique.
- Le pôle « publication », rattaché à la Direction des entreprises, qui, dans le cadre de ses missions, doit fournir aux collaborateurs de l'INPI les actualités liées à la propriété industrielle nécessaires à l'exercice de leurs activités.

Les objectifs de la mise en place de la veille sont :

- Exhaustivité de l'information ;
- Pertinence et qualité des informations ;
- Réception en temps réel ;

- Facilité et rapidité d'utilisation.

Allotissement

Le marché est alloté en 2 lots :

- Lot 1 : veille presse écrite et en ligne (hors réseaux sociaux)
- Lot 2 : veille audiovisuelle (TV et radio)

3. DESCRIPTION DES PRESTATIONS

L'outil retenu devra permettre de surveiller les principales chaînes TV et radio nationales et régionales (hors publicité, émissions de divertissement, vidéoclips, retransmissions sportives, fictions et partenariats).

Le corpus proposé par le titulaire doit obligatoirement contenir au minimum les titres listés en annexe au CCTP.

En cas de disparition ou d'ajout d'une chaîne TV ou d'une station radio dans le corpus initial, le titulaire devra impérativement prévenir l'INPI par mail dès que possible, et au plus tard à la fin du mois de la suppression ou de l'ajout du média en question.

De la même manière, si les conditions de rediffusion vers l'INPI évoluent, le titulaire devra impérativement prévenir l'INPI, dans les mêmes conditions.

En cas de suppression de 10 % de chaînes TV ou de station radio du corpus initial du titulaire, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché.

L'outil devra permettre la lecture de l'extrait dès l'alerte transmise par mail et depuis une base archives.

Le titulaire devra être en mesure de fournir les scripts commandés au plus tard sous 24 heures.

1) Accès à l'outil

L'INPI a besoin d'un unique login, qui pourra être utilisé par 1 à 3 utilisateurs différents (les consultations peuvent être réalisées par différentes personnes selon les jours, en fonction des contraintes d'agenda et d'organisation des uns et des autres).

L'accès à l'outil doit être possible en permanence, 24h sur 24, 7 jours sur 7.

2) Fonctionnalités

L'outil fourni par le titulaire devra permettre :

- d'effectuer une veille sur les médias français (radio, TV, hors réseaux sociaux), 24h sur 24, 7 jours sur 7 ;
- de recevoir des alertes en temps réel, à partir de mots clés (mots clés qui pourront être actualisés en cours de marché) ;
- d'effectuer des recherches d'articles (base archives).

En option non obligatoire :

- de fournir des données sur les médias papier et en ligne (périodicité, diffusion, audience) ;
- de concevoir de manière simple et automatisée une lettre d'information (revue de presse), périodique et/ou thématique, à partir d'une sélection d'articles, permettant partage et rediffusion si nécessaire ;
- d'analyser et de valoriser les retombées presse.

3) Formation

Le titulaire devra organiser une formation une demi-journée maximum, comprise dans le prix de l'abonnement, à distance à destination des collaborateurs des services de l'INPI concernés (groupe de 5 personnes maximum).

A la demande de l'INPI, d'autres formations pourront éventuellement être commandées sur la base du prix proposé dans le BPU.

4) Autres services

Service clients :

Le titulaire devra mettre à disposition de l'INPI une hotline et un guide utilisateur. Ces services devront être inclus dans le prix de l'abonnement.

Scripts :

A la demande de l'INPI, le titulaire devra être en mesure de fournir les scripts correspondant aux alertes audiovisuelles reçues dans un délai de 24h maximum.

4. GESTION DES DROITS D'AUTEUR

La gestion des droits d'auteur devra être assurée en intégralité par le titulaire. Ainsi, le titulaire devra prendre à sa charge la gestion des relations et des paiements (demande de délégation, redevance...) auprès du Centre Français d'exploitation du droit de Copie (CFC) ou de l'éditeur.

5. LA FACTURATION

La facturation devra être réalisée au pro rata de la consommation INPI. Les alertes diffusées mais non consultées ne pourront donner lieu à aucune facturation. Le titulaire devra ainsi pouvoir justifier des volumes facturés.

6. PLANNING

Le titulaire devra obligatoirement respecter le planning suivant :

Le titulaire devra impérativement installer son outil et organiser une formation pour la prise en main par les équipes de l'INPI de l'outil entre le 08 (ou la date de notification si celle-ci est postérieure) et 28 avril 2026.

L'abonnement devra être opérationnel à compter du 28 avril 2026.